



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.692/2
du 13 janvier 2026

advies 78.692/2
van 13 januari 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal
du 3 juillet 1996 portant
exécution de la loi relative
à l'assurance obligatoire soins
de santé et indemnités,
coordonnée le 14 juillet 1994'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
het koninklijk besluit van
3 juli 1996 tot uitvoering van
de wet betreffende de
verplichte verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen, gecoördineerd
op 14 juli 1994'

Le 18 décembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 janvier 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 janvier 2026.

*

Op 18 december 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 januari 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 januari 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} cite, au titre de fondements juridiques, quatre dispositions de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' (ci-après : la « loi coordonnée »).

À ce sujet, il y a lieu de formuler les observations suivantes :

1^o Il ressort de la portée des articles 1^{er} et 2 du projet qu'ils sont liés à l'article 27 de la loi du 19 décembre 2025 'exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail' ¹, lequel a abrogé, à la date du 1^{er} janvier 2026 ², l'article 96 de la loi coordonnée.

De même, les articles 8 et 9 du projet sont la conséquence de la modification qui a été apportée par l'article 28 de la loi du 19 décembre 2025 à l'article 104*bis* de la loi coordonnée à la même date du 1^{er} janvier 2026 ³.

Par conséquent, il y a lieu d'ajouter au préambule deux nouveaux alinéas afin de viser, d'une part, l'article 108 de la Constitution et, d'autre part, les articles 27 et 28 de la loi du 19 décembre 2025 'exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail'. Par voie de conséquence, l'alinéa 1^{er} sera modifié afin de ne plus faire référence aux articles 96 et 104*bis* de la loi coordonnée.

2^o Les articles 10, 1^o, et 11 du projet sont quant à eux liés à l'abrogation contenue dans l'article 8 de la loi du 19 décembre 2025, lequel abroge l'article 100, § 1^{er}/1, alinéa 5, de la loi coordonnée à la date du 1^{er} janvier 2026 ⁴.

Il sera dès lors également fait référence à l'article 8 dans le nouveau visa relatif à la loi du 19 décembre 2025 étant donné que cette disposition légale doit être combinée avec l'article 108 de la Constitution au titre de fondement juridique. Par voie de conséquence, l'alinéa 1^{er} sera modifié afin de ne plus faire référence à l'article 100, § 1^{er}/1, alinéa 5, de la loi coordonnée.

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2025-2026, n° 56-1177/008, pp. 1-22.

² Article 30 de la loi du 19 décembre 2025.

³ Article 30 de la loi du 19 décembre 2025.

⁴ Article 12 de la loi du 19 décembre 2025.

3° Les articles 3 à 6, l'article 7 et les articles 10, 2° et 3°, et 11 du projet trouvent respectivement leur fondement juridique dans l'article 100, § 1^{er}, alinéa 10, l'article 100, § 1^{er}/4, alinéa 3, et l'article 100, § 1^{er}, alinéa 9, de la loi coordonnée.

2. À l'alinéa 3, compte tenu des pièces figurant dans le dossier transmis à la section de législation, l'auteur du projet vérifiera s'il n'y a pas lieu de mentionner la date du 24 mars 2025 plutôt que celle du 28 mars 2025.

3. À l'alinéa 6, la date à laquelle l'analyse d'impact a été réalisée sera précisée, à savoir le 25 mars 2025.

DISPOSITIF

Article 7

Le 6° tend à insérer un nouveau paragraphe 2/1 dans l'article 215octiesdecies de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' prévoyant, en son alinéa 1^{er}, que « [s]i le titulaire, dans le cadre de l'application de la réglementation visée à l'article I.4-23, § 2, alinéas 1^{er} et 2, du code du bien-être au travail, est absent une deuxième fois au contact physique avec le conseiller en prévention-médecin du travail, l'octroi des indemnités est supprimé à partir de la date fixée pour ce contact jusqu'à la date à laquelle le titulaire contacte le médecin conseil de son organisme assureur, à moins qu'il n'évoque une justification valable à son absence ».

Une sanction identique est prévue à l'alinéa 2 de la disposition en projet dans l'hypothèse où « ledit titulaire est absent une troisième fois au contact physique avec le conseiller en prévention-médecin du travail » jusqu'à la veille du jour où, notamment :

« 1° le contact physique auprès du conseiller en prévention-médecin du travail, visé à l'article I.4-73, § 2[,] du code du bien-être au travail, aura effectivement eu lieu en exécution de la demande de réintégration ;

2° le contact physique auprès du conseiller en prévention-médecin du travail, prévu à l'article I.4-82/1, § 2[,] du code du bien-être au travail aura effectivement eu lieu en exécution de la demande d'entamer la procédure spécifique prévue dans le cadre de l'article 34 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ».

L'intention du Gouvernement est exprimée comme suit dans le dossier soumis à la section de législation :

« Une *première nouvelle mesure* concerne l'obligation pour le titulaire lié par un contrat de travail d'être présent lors de certains contacts physiques organisés par le conseiller en prévention-médecin du travail. Afin de vérifier si le travail peut être repris, en débutant éventuellement un 'Trajet Retour Au Travail', le titulaire reconnu en incapacité de travail doit en effet également répondre aux convocations suivantes, pour un contact physique, du conseiller en prévention-médecin du travail :

– la convocation visée à l'article I.4-73, § 2, du Code du bien-être au travail en vue d'une évaluation de la réintégration dans le cadre d'un trajet de réintégration décrit dans le Code précité ;

– la convocation visée à l'article I.4-82/1, § 2, du Code du bien-être au travail afin de déterminer s'il est définitivement impossible pour le travailleur d'effectuer le travail convenu, telle que visée à l'article 34, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail dans le cadre de la procédure spéciale à suivre pour mettre fin au contrat de travail pour des raisons de force majeure médicale.

Le fait de ne pas répondre à ces convocations entraîne, selon les conditions et modalités déterminées par le Roi, dans un arrêté délibéré en Conseil des ministres, un refus de l'octroi des indemnités.

Plus concrètement, il sera prévu que si le titulaire est absent une deuxième fois au contact physique avec le conseiller en prévention-médecin du travail, l'octroi des indemnités sera refusé à partir de la date fixée pour ce contact jusqu'à la date à laquelle le titulaire contacte le médecin-conseil de son organisme assureur, à moins qu'il n'invoque une justification valable à son absence. Cependant, si ledit titulaire est absent une troisième fois au contact physique avec le conseiller en prévention-médecin du travail, l'octroi des indemnités sera refusé à partir de la date de cette absence jusqu'à la veille du jour où le contact physique auprès du conseiller en prévention-médecin du travail aura effectivement eu lieu ou du jour où un premier moment de contact auprès du Coordinateur Retour Au Travail aura effectivement eu lieu ».

La section de législation observe que la situation du titulaire absent une deuxième fois au contact physique dans le cadre de la réglementation visée à l'article I.4-82/1, § 2, du code du bien-être au travail n'est pas envisagée par l'article 215*octiesdecies*, § 2/1, alinéa 1^{er}, en projet. L'auteur du projet vérifiera si cela correspond à son intention.

Article 12

1. L'alinéa 1^{er} dispose comme suit :

« Les articles 1^{er}, 2, 8 et 9 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026 et s'appliquent lorsque pour la période d'incapacité de travail en vertu de l'article 100, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, se trouvant après le 31 décembre 2025, le salaire garanti visé à l'article 52, § 1^{er}, ou à l'article 71, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas dû conformément à l'article 52, § 5, ou à l'article 73/1 de la loi précitée du 3 juillet 1978 ».

Eu égard à la date du 1^{er} janvier 2026, il y a lieu de rédiger l'alinéa 1^{er} en indiquant que les articles concernés produisent leurs effets (et non pas entrent en vigueur) à cette date.

2. L'alinéa 3 est rédigé comme suit :

« Les articles 3, 4, 5, 6 et 10 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026 ».

Eu égard à la date du 1^{er} janvier 2026, il y a lieu de rédiger l'alinéa 3 en indiquant que les articles concernés produisent leurs effets (et non pas entrent en vigueur) à cette date.

En outre, l'article 11 n'est pas reproduit dans l'énumération des dispositions qui produisent leurs effets à la date du 1^{er} janvier 2026 alors qu'il s'agit d'une disposition transitoire liée à l'article 10 pour laquelle il y a lieu de définir une date d'entrée en vigueur identique.

L'alinéa 3 sera complété en ce sens.

Enfin, interrogée sur la justification de la rétroactivité prévue par l'alinéa 3, la déléguée a répondu ce qui suit :

« – En ce qui concerne les articles 3, 4, 5 et 6 du projet d'arrêté royal soumis, la notion de 'potentiel de travail' est reprise dans les articles 2, 3, 5 et 6 de la loi du 19 décembre 2025 exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail qui modifient la loi coordonnée.

Conformément à l'article 7 de ladite loi 'Retour Au Travail', ils entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026. En vue d'assurer une uniformité, une même date d'entrée en vigueur a été prévue en ce qui concerne les modifications similaires des dispositions concernées de l'arrêté royal du 3 juillet 1996.

– En ce qui concerne l'article 10[, 1^o,] du projet d'arrêté royal soumis : la date d'entrée en vigueur est identique à la date d'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 19 décembre 2025 exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail (fixée au 1^{er} janvier 2026 par l'article 12 de la même loi), article 8 qui abroge l'article 100, § 1^{er}/1, alinéa 5 qui prévoyait que Le Roi peut déterminer durant quelle période du 'Trajet Retour Au Travail' visé à l'alinéa 1^{er}, il est présumé que le titulaire atteint le degré d'incapacité de travail requis au sens du paragraphe 1^{er}

– En ce qui concerne l'article 10, 2^o et 3^o, du projet à la date du 1^{er} janvier 2026 (article 12, alinéa 3, du projet), la rétroactivité est justifiée parce qu'elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général.

En exécution du plan global pour la réintégration des malades de longue durée et de l'objectif de la bonne gestion des moyens de la sécurité sociale, et tenant compte de la nécessité d'une même date d'entrée en vigueur des différentes mesures, la rétroactivité est nécessaire ».

Eu égard à ces précisions, la rétroactivité est admissible pour les articles 3, 4, 5 et 6 du projet. En revanche, elle devrait être mieux justifiée pour les articles 10 et 11 du projet en raison de la portée de ces dispositions.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid worden vier bepalingen van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994’ (hierna: de “gecoördineerde wet”) vermeld als rechtsgrond.

Hierover dient het volgende te worden opgemerkt.

1° Uit de strekking van de artikelen 1 en 2 van het ontwerp blijkt dat deze bepalingen verband houden met artikel 27 van de wet van 19 december 2025 ‘tot uitvoering van een versterkt terug naar werkbeleid in geval van arbeidsongeschiktheid’,¹ dat op 1 januari 2026² artikel 96 van de gecoördineerde wet heeft opgeheven.

Zo ook zijn de artikelen 8 en 9 van het ontwerp het gevolg van de wijziging die artikel 28 van de wet van 19 december 2025 op dezelfde datum 1 januari 2026 heeft aangebracht in artikel 104*bis* van de gecoördineerde wet.³

Bijgevolg moeten in de aanhef twee nieuwe leden toegevoegd worden waarin enerzijds wordt verwezen naar artikel 108 van de Grondwet en anderzijds naar de artikelen 27 en 28 van de wet van 19 december 2025 ‘tot uitvoering van een versterkt terug naar werkbeleid in geval van arbeidsongeschiktheid’. Als gevolg daarvan moet het eerste lid gewijzigd worden, zodat het niet meer verwijst naar de artikelen 96 en 104*bis* van de gecoördineerde wet.

2° De artikelen 10, 1°, en 11 van het ontwerp houden op hun beurt verband met de opheffing van artikel 100, § 1/1, vijfde lid, van de gecoördineerde wet op 1 januari 2026, die is vervat in artikel 8 van de wet van 19 december 2025.⁴

De nieuwe aanhefverwijzing met betrekking tot de wet van 19 december 2025 moet dus ook een verwijzing bevatten naar artikel 8, aangezien die wetsbepaling moet worden gelezen in combinatie met artikel 108 van de Grondwet als rechtsgrond. Bijgevolg moet het eerste lid worden gewijzigd, zodat het niet meer verwijst naar artikel 100, § 1/1, vijfde lid, van de gecoördineerde wet.

¹ *Parl.St.* Kamer 2025-26, nr. 56-1177/8, 1-22.

² Artikel 30 van de wet van 19 december 2025.

³ Artikel 30 van de wet van 19 december 2025.

⁴ Artikel 12 van de wet van 19 december 2025.

3° De artikelen 3 tot 6, artikel 7 en de artikelen 10, 2° en 3°, en 11 van het ontwerp vinden rechtsgrond respectievelijk in artikel 100, § 1, tiende lid, in artikel 100, § 1/4, derde lid, en in artikel 100, § 1, negende lid, van de gecoördineerde wet.

2. Gelet op de stukken in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, moet de steller van het ontwerp nagaan of in het derde lid niet de datum van 24 maart 2025 moet worden vermeld, eerder dan die van 28 maart 2025.

3. In het zesde lid moet worden gepreciseerd op welke datum de impactanalyse uitgevoerd is, te weten 25 maart 2025.

DISPOSITIEF

Artikel 7

De bepaling onder 6° strekt ertoe in artikel 215 *octiesdecies* van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 ‘tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ een nieuwe paragraaf 2/1 in te voegen, waarvan het eerste lid het volgende bepaalt:

“Als de gerechtigde in het kader van de toepassing van de regeling bedoeld in artikel I.4-73, § 2, eerste en tweede lid van de codex over het welzijn op het werk, een tweede keer afwezig is op het fysieke contact bij de preventieadviseur-arbeidsarts, wordt de toekenning van de uitkeringen stopgezet vanaf de voor dit contact vastgestelde datum tot en met de datum waarop de gerechtigde de adviserend arts van zijn verzekeringsinstelling contacteert, tenzij hij een geldige rechtvaardiging voor zijn afwezigheid aanhaalt.”

Het tweede lid van de ontworpen bepaling voorziet een identieke sanctie ingeval “deze gerechtigde (...) een derde keer afwezig is op het fysieke contact bij de preventieadviseur-arbeidsarts”, meer bepaald tot en met de dag voordat:

1° het fysieke contact bij de preventieadviseur-arbeidsarts, bedoeld in artikel I.4-73, §2, van de codex over het welzijn op het werk, in uitvoering van het re-integratieverzoek daadwerkelijk heeft plaatsgevonden;

2° het fysieke contact bij de preventieadviseur-arbeidsarts, bedoeld in artikel 1.4-82/1, § 2, van de codex over het welzijn op het werk, in uitvoering van de vraag om de bijzondere procedure bedoeld in artikel 34 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten aan te vatten, daadwerkelijk heeft plaatsgevonden”.

In het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, wordt de bedoeling van de regering als volgt te kennen gegeven:

“Een *eerste nieuwe maatregel* betreft de verplichting voor de door een arbeidsovereenkomst verbonden gerechtigde om aanwezig te zijn op bepaalde fysieke contacten georganiseerd door de preventieadviseur-arbeidsarts. Om te kunnen nagaan of het werk kan worden hervat met, in voorkomend geval, het aanvatten van een “Terug Naar Werk-traject”, dient de arbeidsongeschikt erkende gerechtigde immers ook een gevolg te

geven aan de volgende uitnodigingen van de preventieadviseur-arbeidsarts voor een fysiek contact:

- de uitnodiging bedoeld in artikel I.4-73, § 2, van de Codex over het welzijn op het werk met het oog op een re-integratiebeoordeling in het kader van een re-integratietraject omschreven in de voormelde Codex;

- de uitnodiging bedoeld in artikel I.4-82/1, § 2, van de Codex over het welzijn op het werk om na te gaan of het voor de werknemer definitief onmogelijk is om het overeengekomen werk te verrichten, bedoeld in artikel 34, § 2, eerste lid van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten in het kader van de bijzondere procedure die moet worden doorlopen om de arbeidsovereenkomst wegens medische overmacht te beëindigen.

Het niet ingaan op deze uitnodigingen heeft onder de door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, te bepalen voorwaarden en modaliteiten een weigering van de toekenning van de uitkeringen tot gevolg.

Meer concreet zal worden bepaald dat als de gerechtigde een tweede keer afwezig is op het fysieke contact bij de preventieadviseur-arbeidsarts, de toekenning van de uitkeringen wordt geweigerd vanaf de voor dit contact vastgestelde datum tot en met de datum waarop de gerechtigde de adviserend arts van zijn verzekeringsinstelling contacteert, tenzij hij een geldige rechtvaardiging voor zijn afwezigheid aanhaalt. Als deze gerechtigde echter een derde keer afwezig is op het fysieke contact bij de preventieadviseur-arbeidsarts, wordt de toekenning van de uitkeringen geweigerd vanaf de datum van deze afwezigheid tot en met de dag voordat het desbetreffende fysieke contact bij de preventieadviseur-arbeidsarts of een eerste contactmoment bij de Terug Naar Werk-coördinator effectief heeft plaatsgevonden.”

De afdeling Wetgeving stelt vast dat de situatie van de gerechtigde die een tweede keer afwezig is op het fysieke contact in het kader van de regeling bedoeld in artikel I.4-82/1, § 2, van de codex over het welzijn op het werk, niet aan bod komt in het ontworpen artikel 215*octiesdecies*, § 2/1, eerste lid. De steller van het ontwerp moet nagaan of dat wel zijn bedoeling is.

Artikel 12

1. Het eerste lid luidt als volgt:

“De artikelen 1, 2, 8 en 9 treden in werking op 1 januari 2026 en zijn van toepassing als voor de periode van arbeidsongeschiktheid krachtens artikel 100, § 2 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 die zich na 31 december 2025 bevindt, het gewaarborgd loon bedoeld in artikel 52, § 1, of artikel 71, eerste lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten overeenkomstig artikel 52, § 5 of artikel 73/1 van de voormelde wet van 3 juli 1978 niet verschuldigd is.”

Gelet op de datum van 1 januari 2026 moet in het eerste lid aangegeven worden dat de betrokken artikelen uitwerking hebben met ingang van (niet: in werking treden op) die datum.

2. Het derde lid luidt als volgt:

“De artikelen 3, 4, 5, 6 en 10 treden in werking op 1 januari 2026.”

Gelet op de datum van 1 januari 2026 moet in het derde lid aangegeven worden dat de betrokken artikelen uitwerking hebben met ingang van (niet: in werking treden op) die datum.

Bovendien staat artikel 11 niet bij de opgesomde bepalingen die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2026, terwijl het een overgangsbepaling betreft die verband houdt met artikel 10 en waarvoor een identieke datum van inwerkingtreding moet worden vastgesteld.

Het derde lid dient in die zin te worden aangevuld.

Op een vraag over de verantwoording van de terugwerkende kracht zoals bedoeld in het derde lid, heeft de gemachtigde ten slotte het volgende geantwoord:

“– En ce qui concerne les articles 3, 4, 5 et 6 du projet d'arrêté royal soumis, la notion de ‘potentiel de travail’ est reprise dans les articles 2, 3, 5 et 6 de la loi du 19 décembre 2025 exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail qui modifie la loi coordonnée.

Conformément à l'article 7 de ladite loi ‘Retour Au Travail’, ils entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026. En vue d'assurer une uniformité, une même date d'entrée en vigueur a été prévue en ce qui concerne les modifications similaires des dispositions concernées de l'arrêté royal du 3 juillet 1996.

– En ce qui concerne l'article 10[, 1^o,] du projet d'arrêté royal soumis: la date d'entrée en vigueur est identique à la date d'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 19 décembre 2025 exécutant une politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail (fixée au 1^{er} janvier 2026 par l'article 12 de la même loi), article 8 qui abroge l'article 100, § 1^{er}/1, alinéa 5 qui prévoyait que Le Roi peut déterminer durant quelle période du ‘Trajet Retour Au Travail’ visé à l'alinéa 1^{er}, il est présumé que le titulaire atteint le degré d'incapacité de travail requis au sens du paragraphe 1^{er}

– En ce qui concerne l'article 10, 2^o et 3^o, du projet à la date du 1^{er} janvier 2026 (article 12, alinéa 3, du projet), la rétroactivité est justifiée parce qu'elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général.

En exécution du plan global pour la réintégration des malades de longue durée et de l'objectif de la bonne gestion des moyens de la sécurité sociale, et tenant compte de la nécessité d'une même date d'entrée en vigueur des différentes mesures, la rétroactivité est nécessaire.”

Rekening houdend met die toelichting is de terugwerkende kracht aanvaardbaar voor de artikelen 3, 4, 5 en 6 van het ontwerp. Ze zou echter beter moeten worden verantwoord voor de artikelen 10 en 11 van het ontwerp, vanwege de draagwijdte van die bepalingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX